



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction départementale de la Protection
des Populations

Annecy, le 13 août 2013

Service Protection de l'Environnement

RÉF. : PE/MA/CM

Le préfet de la Haute-Savoie,

ARRETE n° 2013225-0021

portant abrogation des dispositions de l'arrêté du 11 avril 2011 modifié, pris au titre du règlement général des industries extractives (RGIE) et suspendant partiellement l'exploitation de la carrière des Quevets par la société des carrières des vallées (SOCAVA), commune de Saint-Jeoire en Faucigny

VU le Code Minier et notamment son article 107 ;

VU le Règlement Général des Industries Extractives (RGIE) introduit par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 et notamment son titre « Règles Générales » (RG) ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment dans son article 43 ;

VU le décret du portant nomination de M. Georges-François LECLERC, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie;

VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières pris en application de l'article 107 du Code Minier, et notamment son article 4;

VU l'arrêté préfectoral n°2006-2956 du 15 décembre 2006 autorisant la société SOCAVA à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Saint-Jeoire-en-Faucigny au lieu-dit « Les Quevets »;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011101-0026 du 11 avril 2011, pris au titre du RGIE, de suspension d'activité d'une zone d'exploitation de la carrière exploitée par la société SOCAVA sur la commune de Saint-Jeoire-en-Faucigny, lieu-dit « Les Quevets »;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012013-0006 du 13 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 11 avril 2011 susvisé ;

VU le courrier de la société SOCAVA du 14 octobre 2011 et les documents fournis en annexe de ce courrier ;

VU l'étude réalisée par le CETE pour le compte de la société SOCAVA, remise le 14 octobre 2011 ;

VU le mémoire rédigé le 23 avril 2013 en application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 suspendant partiellement l'activité de SOCAVA, auquel sont annexé les documents suivants :

- rapport CETE de Lyon n°41874 du 12 février 2013 intitulé « Etude de rédefinition de la méthode d'exploitation - Carrière des Quevêts »
- rapport IMS RN n°2012/G1/74/1097 4ème édition de février 2013 intitulé « Définition de la solution piège à cailloux »

VU le courrier du CETE en date du 13 mai 2013 adressé à l'exploitant lui donnant cartographie des relevés structuraux effectués sur le massif et évaluant à 5 m³ le volume du bloc de référence ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013217-0005 pris au titre des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 5 août 2013 et portant modification de l'arrêté n° 2006-2956 du 15 décembre 2006 et fixant des prescriptions additionnelles relatives aux conditions d'exploitation de la carrière des Quevêts par la société des carrières des vallées, commune de Saint-Jeoire en Faucigny

VU l'avis et les propositions de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement par rapport en date du 6 juin 2013 ;

CONSIDERANT que la reprise d'activité de la carrière était conditionnée à la remise d'une étude permettant de redéfinir une méthode d'exploitation ainsi que les mesures de protection à mettre en place afin d'éviter tout risque pour la sécurité des personnes et des biens ;

CONSIDERANT qu'une autorisation préfectorale préalable à la reprise d'activité dans la zone concernée par l'incident du 6 avril 2011 ne pourra être délivrée que si les conclusions de l'étude sont favorables à une reprise d'exploitation en toute sécurité ;

CONSIDERANT que les éléments transmis par la société SOCAVA permettent de respecter l'article 4 de l'arrêté du 11 avril 2011 modifié ;

CONSIDERANT que la nouvelle méthode d'exploitation fait l'objet des prescriptions additionnelles fixées dans l'arrêté préfectoral sus-visé du 5 août 2013 et qu'elles sont de nature à garantir la sécurité des biens et des personnes,

CONSIDERANT que la commission de sécurité réunie sur le site le 19 juin 2013 a émis un avis favorable à la reprise d'exploitation, selon la méthodologie exposée, dans la zone consignée par l'arrêté préfectoral n° 2011101-0026 du 11 avril 2011 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2012013-0006 du 13 janvier 2012;

CONSIDERANT que dans ces conditions que rien ne s'oppose à la reprise d'exploitation sur l'ensemble du périmètre objet de l'autorisation délivrée le 15 décembre 2006 ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1 :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 11 avril 2011 modifié le 13 janvier 2012 sont abrogées.

ARTICLE 2 :

2.1 coordonnateur

Pour la phase de réalisation des ouvrages de protection et avant la phase de consultation des entreprises, l'exploitant désigne un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, dont les missions sont décrites aux articles R-4532-11 à R4532-16 du code du travail.

2.2 plans de prévention

La SOCAVA rédige des plans de prévention avec chacune des entreprises intervenantes dans la réalisation des ouvrages afin de définir les mesures destinées à prévenir les différents risques recensés au cours de l'analyse des risques pour chacune des entreprises extérieures.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble.

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;


2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- la société des carrières des vallées (SOCAVA)
- Monsieur le sous-préfet de Bonneville
- Monsieur le maire de Saint-Jeoire en Faucigny

Pour ampliation,
L'adjointe au chef de service,



Odile PETIT



Pour le préfet,
Le secrétaire général,

signé

Christophe NOËL du PAYRAT

